



Le projet de loi de Finances du gouvernement prévoit une baisse dramatique des ressources des organismes HLM : autant de moyens en moins pour bâtir, rénover et entretenir notre patrimoine. La Fédération et les 256 offices qu'elle représente se mobilisent pour défendre notre modèle de logement social.

OPH

LA FÉDÉRATION

Avec vous solidaires et pour longtemps

Les HLM en danger !

Le nouveau Gouvernement vient de réussir à se mettre tout le monde HLM à dos !

Le projet de loi de finances en discussion au parlement le 17 octobre prévoit un scénario mortifère pour les organismes de logement tels que l'Office, en leur imposant d'assumer seuls la baisse d'un grand nombre de loyers, soit-disant pour compenser la baisse injuste des APL.

Baisse de loyers : un trompe-l'œil redoutable !

Nous avons toujours considéré que les loyers pratiqués dans notre pays étaient trop élevés pour les familles. Le logement n'est pas une marchandise, mais un bien indispensable à chacun, et il ne fallait pas pratiquer ainsi pour améliorer la vie des très nombreux locataires de notre pays...

Pour notre Office et les locataires, les conséquences pourraient être terribles :

- **La fin pure et simple** des Grands Travaux annuels d'entretien du patrimoine,
- **La fin pure et simple** des investissements en matière de construction de logements neufs et de réhabilitations.
- **La fin pure et simple** des opérations de renouvellement urbain, en particulier dans le quartier du Parc et sur les tours Aillaud.

OUI, notre Office est en danger !

Rendez-vous le mardi 17 octobre à 13h30
au siège de l'Office pour un départ en car vers l'Assemblée Nationale
et signez la pétition en ligne sur www.vivelapl.org

Mes collègues du Conseil d'Administration, les associations de défense des locataires, nos élus, les autres bailleurs, les syndicats de nos personnels,... nous sommes tous ensemble pour exiger du gouvernement de notre pays le retrait de ce projet inique.

C'est aussi votre affaire, l'affaire de chaque locataire

Ne laissons pas détruire notre modèle républicain du logement social !

Marie-Claude Garel,
Présidente de l'Office